



67467



Distr.: GENERALE

E/ECA/CM.8/27

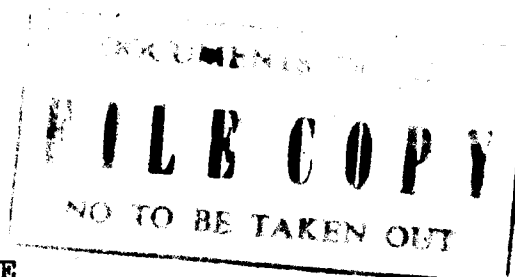
9 avril 1982

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

NATIONS UNIES

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Huitième réunion de la Conférence des  
ministres

Tripoli (Jamahiriya arabe libyenne)

27-30 avril 1982

EXTENSION DES INSTALLATIONS ET SERVICES  
DE CONFERENCE DE LA CEA

TPL/0010

Lors de sa trente-sixième session tenue en 1981, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la résolution 36/176 dans laquelle elle :

1. Prie le Secrétaire général d'entreprendre d'urgence une étude visant à déterminer si les services et installations de conférence existant au siège de la Commission économique pour l'Afrique suffisent pour répondre aux demandes résultant de l'augmentation du nombre des membres de la Commission et de l'accroissement de ses activités;

2. Demande en outre au Secrétaire général de faire rapport à l'Assemblée générale à sa trente-septième session, par l'intermédiaire de la Commission économique pour l'Afrique à sa dix-septième session et du Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire de 1982, sur les résultats de cette étude et sur les mesures qu'il propose.

C'est en vertu des dispositions de cette résolution que le présent rapport est soumis à la présente réunion de la Conférence des ministres de la CEA en vue de l'informer et de recueillir ses commentaires et suggestions sur les actions en cours dans le cadre de l'étude concernée.

Cette étude a été demandée à un moment où précisément une véritable mutation est en train de s'opérer dans l'approche générale des questions de transformation ou de construction d'immeubles dans le système des Nations Unies. Jusqu'ici la procédure applicable en cette matière nécessitait l'élaboration d'un rapport exposant les raisons du besoin de construire et présentant le plan et le coût estimatif de l'immeuble. Sur la base de ces éléments l'autorisation de construire était accordée et une fois les crédits nécessaires alloués, l'appel d'offres était publié, l'entreprise sélectionnée et le chantier entamé.

Tout porte à croire que désormais cette procédure simple ne sera plus applicable depuis que l'Assemblée générale, lors de sa dernière session, a été saisie du rapport du Corps commun d'inspection intitulé "Pratiques suivies par diverses organisations du système des Nations Unies dans l'exécution de travaux de construction". Ce

rapport dont les conclusions et recommandations résumées en annexe ont reçu la bénédiction de l'Assemblée générale, fixe des directives nouvelles portant notamment sur la détermination des besoins en locaux, sur le rôle et les responsabilités de tous ceux qui sont concernés par les travaux de construction, sur les modalités plus complexes d'appel d'offres, de détermination du coût, de contrôle etc.. Il est vrai que les nouvelles normes tendent à rationaliser et à harmoniser les procédures en matière de construction dans l'ensemble du système des Nations Unies. Toutefois, il convient de relever que ces nouvelles règles se caractérisent par leur plus grande rigueur surtout : a) dans l'appréciation des besoins nouveaux justifiant la nouvelle construction, b) dans la préparation des plans de l'immeuble qui doivent désormais garantir, par leur flexibilité, la possibilité d'apporter à l'avenir des modifications importantes à l'immeuble sans pour autant défigurer la configuration générale de l'architecture originelle, c) dans la détermination du coût qui doit désormais tenir compte, dès le départ, de toutes les dépenses renouvelables prévisibles, de manière à éviter d'engager l'Organisation dans le financement d'un immeuble dont le coût final se révèle largement supérieur au coût initialement prévu.

C'est donc en gardant constamment à l'esprit les dispositions plus contraignantes des nouvelles procédures recommandées par le Corps commun d'inspection que nous avons entamé, en mars dernier seulement, la préparation de l'étude sur l'agrandissement des services et installations de conférence de la CEA à Addis-Abeba.

Concernant tout d'abord les raisons devant justifier l'agrandissement des installations existantes on se souviendra que dans le rapport que le Secrétaire général a présenté à l'Assemblée générale, à sa vingt-cinquième session, il déclarait déjà, en substance, que s'il n'était pas nécessaire, dans l'immédiat, d'agrandir les structures d'accueil des Nations Unies en Ethiopie, les services et installations de conférence existant en 1971 à la Maison de l'Afrique étaient déjà jugés insuffisants compte tenu des besoins à long terme de la Commission. Depuis lors, plus de 10 ans se sont écoulés, mais les services et installations de conférence sont restés inchangés alors que des Etats nouvellement indépendants sont venus

s'ajouter au nombre des pays utilisateurs desdits services et installations. Parmi les raisons d'agrandir les installations de conférence de la CEA, il convient de mentionner l'augmentation rapide du nombre des réunions organisées annuellement dans les locaux de la Maison de l'Afrique. A cet égard, il faut considérer les besoins de plus en plus nombreux et pressants non seulement de la seule CEA pour ses réunions, mais aussi ceux non moins importants du secrétariat général de l'OUA qui, parce que son siège est à Addis-Abeba, programme bon nombre de ses conférences dans les locaux de la CEA dont la capacité répond plus ou moins à ses besoins. En outre, aux besoins de la CEA et de l'OUA viennent s'ajouter les demandes de plus en plus nombreuses du pays hôte et celles d'organismes internationaux qui estiment plus indiqué de convoquer à Addis-Abeba leurs réunions de dimension sous-régionale ou régionale parce que cette ville abritant le siège des deux plus grandes institutions du continent est, de ce fait, considérée comme le site le plus approprié pour les réunions africaines d'envergure continentale.

La fréquence de plus en plus rapprochée de toutes ces réunions s'explique par l'accroissement des responsabilités de la CEA non seulement en tant qu'agent d'exécution mais aussi en tant qu'organe essentiellement engagé dans la mise en oeuvre de toutes les stratégies africaines de développement économique et social, notamment du Plan d'action de Lagos.

Les raisons énumérées ci-dessus pour justifier l'agrandissement des installations de conférence de la Commission sont également valables, en partie, en ce qui concerne les besoins en bureaux du secrétariat. Il faut rappeler qu'à ce sujet le Secrétaire général avait prévu, dès 1971, que le nouvel immeuble abritant actuellement le secrétariat de la CEA atteindrait sa pleine capacité d'occupation en 1983. En d'autres mots, le Secrétaire général recommandait déjà en 1971 que les dispositions nécessaires soient prises pour augmenter la capacité en bureaux de la CEA afin de pouvoir accueillir les effectifs supplémentaires que, à partir de 1983, le bâtiment actuel du secrétariat de la CEA ne serait plus en mesure de contenir. Ces prévisions du Secrétaire général qui se révèlent aujourd'hui amplement vérifiées étaient fondées sur la projection du rythme de croissance des activités de la Commission dont le taux d'accroissement rapide devait entraîner un rythme de croissance égal des effectifs du secrétariat.

Ce qui est dit plus haut illustre le caractère inadéquat des infrastructures actuelles de la Maison de l'Afrique et justifie à priori la nécessité de doter la CEA de locaux mieux adaptés non seulement aux responsabilités plus grandes et aux activités plus nombreuses de la Commission, ainsi traduites en terme de réunions et de personnel de secrétariat, mais aussi aux autres besoins également de plus en plus nombreux référés à la CEA par le pays hôte, le secrétariat de l'OUA ainsi que les institutions internationales qui, pour les raisons indiquées plus haut, sont amenés à programmer chaque année la tenue d'un nombre plus important de leurs réunions régionales dans les locaux du secrétariat de la CEA.

C'est compte tenu de toutes les justifications énoncées ci-dessus que le secrétariat de la CEA s'est engagé dans la constitution des dossiers techniques qui devront être soumis aux nombreux autres services du rouage administratif du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies avant d'être portés à l'examen du Conseil économique et social puis de l'Assemblée générale de l'ONU.

A cet égard, il convient d'indiquer que le mois dernier, deux experts du Siège ont effectué à Addis-Abeba une mission de quelques jours en vue d'examiner avec les services de la CEA les procédures à suivre ainsi que le plan des actions à entreprendre dans le cadre de la mise en oeuvre de la résolution 36/176 de l'Assemblée générale. C'est conformément aux conclusions de ces discussions que sont en train d'être recueillis tous les éléments descriptifs et chiffrés des services et installations de conférence et des bureaux actuellement disponibles à la Maison de l'Afrique ainsi que de leur utilisation. De même, il sera établi des données statistiques aussi précises que possible sur les conférences organisées dans les locaux de la Maison de l'Afrique aussi bien par la CEA elle-même que par l'OUA et d'autres organismes. Il est prévu qu'à partir de ces données chiffrées ainsi que des éléments statistiques relatifs à la progression des effectifs du secrétariat, les services compétents du secrétariat étudieront la valeur des arguments et des chiffres présentés comme justificatifs de la nécessité de doter la Commission d'une infrastructure nouvelle plus adéquate pour ses conférences et les services de son secrétariat.

Si les données de cette première phase de l'étude aboutissaient à la recommandation qu'un nouveau immeuble soit construit, il sera alors constitué un dossier donnant toutes les spécifications de cet immeuble ainsi que les informations relatives à son coût, à son mode de financement, etc..

A cet égard, il est intéressant de noter, en ce qui concerne l'étude du cas de la CEA, qu'avant même que le Conseil économique et social et l'Assemblée générale n'aient été saisis des besoins du secrétariat de la Commission, le projet PADIS qui est une émanation de la CEA avait inscrit dans son programme la construction d'un complexe immobilier pour abriter ses services à Addis. Le coût de ce complexe est estimé à 10 000 000 dollars des Etats-Unis. Des démarches ont été entreprises auprès des autorités éthiopiennes qui ont déjà accepté d'offrir gratuitement les terrains nécessaires. S'agissant du financement, il est à noter que, de son côté, le PNUD a consenti de bloquer d'ores et déjà la somme de 250 000 dollars des Etats-Unis au titre de sa participation au coût de l'immeuble. Des appels ont également été lancés à d'autres sources de financement susceptibles de contribuer à la réalisation de cette entreprise. Tout cela laisse présager que dans l'étude finale que le Secrétaire général présentera au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale sur les besoins en locaux supplémentaires de la CEA, il sera largement tenu compte du programme immobilier du PADIS. Il n'est pas à exclure d'envisager que ce programme immobilier du PADIS soit pris en mains par le Secrétaire général dans le cadre de la mise en oeuvre de la résolution 36/176. En effet, l'état d'avancement des démarches entreprises par le PADIS pour le financement de son complexe immobilier et le statut juridique du projet PADIS, qui est devenu un organe et une structure intégrante du secrétariat de la CEA, sont des éléments qui constituent autant de motifs supplémentaires d'envisager, le moment venu, la construction d'un nouvel immeuble de la CEA abritant les services du PADIS et dont le financement serait assuré par des apports non seulement du budget ordinaire mais aussi de diverses ressources extrabudgétaires.

En attendant ce moment, les éléments qui vous sont présentés dans le présent rapport et ses annexes visent avant tout, d'une part, à vous donner des indications sur les actions en cours au sein du secrétariat concernant l'application de la résolution 36/176 et, d'autre part, à recueillir les vues et suggestions des participants à cette rencontre afin qu'il en soit tenu compte au moment de la préparation du rapport que le Secrétaire général présentera cette année au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale des Nations Unies au sujet de l'agrandissement des services et installations de conférence de la Commission économique pour l'Afrique à Addis-Abeba.

ANNEXE I

RESOLUTION 36/176 DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Agrandissement des services et installations de conférence de la  
Commission économique pour l'Afrique à Addis-Abeba

L'Assemblée générale,

Rappelant la résolution 1981/65 du Conseil économique et social, en date du 24 juillet 1981,

Rappelant également que la Commission économique pour l'Afrique a été créée à Addis-Abeba en 1958 et que ses services et installations de conférence, offerts à l'Organisation des Nations Unies par le Gouvernement éthiopien, ont été conçus pour répondre aux besoins du petit nombre de pays africains qui étaient Membres de l'Organisation des Nations Unies vers la fin des années 50 et le début des années 60,

Notant avec satisfaction l'accroissement du nombre des Etats indépendants d'Afrique à la suite du processus de décolonisation,

Notant en outre que cinquante Etats africains sont actuellement Membres de l'Organisation des Nations Unies et que l'on peut prévoir que d'autres deviendront Membres de l'Organisation,

Consciente des lourdes responsabilités qui incombent pour la présente décennie à la Commission économique pour l'Afrique, en tant que principal centre de promotion du développement économique de l'Afrique en général, et d'application du Plan d'action de Lagos en vue de la mise en œuvre de la Stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique 1/ en particulier,

Notant que les services et installations de conférence existant actuellement au siège de la Commission économique pour l'Afrique sont considérés comme insuffisants pour satisfaire aux besoins des nombreux Etats africains qui sont devenus membres de la Commission depuis sa création et à ceux des organisations internationales, intergouvernementales et régionales qui sont de plus en plus nombreuses à participer aux conférences,

1. Prie le Secrétaire général d'entreprendre d'urgence une étude visant à déterminer si les services et installations de conférence existant au siège de la Commission économique pour l'Afrique suffisent pour répondre aux demandes résultant de l'augmentation du nombre des membres de la Commission et de l'accroissement de ses activités;

2. Demande en outre au Secrétaire général de faire rapport à l'Assemblée générale à sa trente-septième session, par l'intermédiaire de la Commission économique pour l'Afrique à sa dix-septième session et du Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire de 1982, sur les résultats de cette étude et sur les mesures qu'il propose.

---

1/ Voir A/S-11/14, annexe I.



## ANNEXE II

### RAPPORT DU CORPS COMMUN D'INSPECTION SUR LES PRATIQUES SUIVIES PAR DIVERSES ORGANISATIONS DU SYSTEME DES NATIONS UNIES DANS L'EXECUTION DE TRAVAUX DE CONSTRUCTION (A/36/297)

#### Résumé des conclusions et recommandations

#### A. Caractéristiques voulues des bâtiments

70. La détermination des besoins auxquels un bâtiment doit répondre et leur concrétisation en caractéristiques voulues posent de grandes difficultés mais sont d'une importance capitale. La plupart des bâtiments n'ont pas été suffisamment conçus en vue d'une ultérieure adaptation économique à l'évolution des besoins.

Recommandation 1 : Il faudrait accorder plus d'importance au processus de détermination des caractéristiques nécessaires d'un bâtiment, et sa conception architecturale devrait permettre d'y effectuer économiquement autant de travaux d'agrandissement et autant de transformations que possible durant sa vie utile (par. 10 à 16).

71. Le coût réel d'un bâtiment représente la somme du coût initial de sa construction et du coût de son utilisation, de son entretien et de sa modernisation pendant toute la durée de sa vie utile.

Recommandation 2 : La considération dominante dans tout tracé des plans d'un bâtiment devrait être le rapport coût-efficacité pendant toute la durée de son utilisation (par. 9).

#### B. Rôle des divers participants aux travaux de construction

72. Les organisations ont abandonné une part trop large de leurs responsabilités dans le contrôle et la supervision des activités de conception et de construction des bâtiments.

#### Rôle des organisations

73. Le propriétaire d'un projet de construction doit être en mesure de préciser quels sont ses besoins et avoir les moyens de s'assurer qu'ils seront satisfaits. La qualité et le coût des constructions ont été principalement affectés par l'insuffisance des compétences techniques des organisations, insuffisance qui ne leur a pas permis de traiter efficacement avec les architectes et les entrepreneurs et de veiller à ce que leurs propres besoins soient clairement définis et satisfaits de façon économique.

Recommandation 3 : Avant et pendant la construction, les organisations devraient disposer des compétences techniques voulues, soit en constituant une équipe technique interne, soit en faisant appel à un cabinet de consultation spécialisé qui soit indépendant des architectes et des entrepreneurs, soit en combinant ces solutions. Il semble que l'une des deux dernières solutions conviendrait mieux à l'Organisation des Nations Unies (par. 21).

### Rôle des architectes

74. Pour compenser le manque de compétence technique des organisations, les architectes ont généralement exercé des fonctions plus étendues que de raison. Pour aucun des projets étudiés, l'architecte n'avait été choisi par voie de concours officiel. Les contrats de l'Organisation des Nations Unies n'ont pas suffisamment prévu l'étendue de la responsabilité financière des architectes en cas d'erreur ou omission. Dans la mesure où les honoraires des architectes sont fonction des coûts effectifs de la construction, ceux-ci devraient être contrôlés de plus près par l'organisation.

Recommandation 4 : Pour ce qui est des projets importants, les architectes devraient être sélectionnés par voie de concours international. L'organisation devrait conserver la responsabilité de la gestion des travaux de construction. Les contrats des architectes devraient comporter, sauf dans les pays où la pratique s'y oppose, une clause établissant explicitement leur responsabilité financière en cas d'erreur ou omission (par. 22 à 29).

### Rôle des spécialistes chargés d'établir les devis et d'assurer les contrôles quantitatifs

75. D'une manière générale, les organisations ont confié ces fonctions aux architectes.

Recommandation 5 : L'établissement des devis et le contrôle quantitatif devraient être menés à bien indépendamment des architectes ou des entrepreneurs et relever de la responsabilité directe de l'organisation, qui l'exercerait par l'une des méthodes proposées dans la recommandation 3 (par. 30 à 32).

### Entrepreneurs et contrats de construction

76. La supervision des travaux de construction a été confiée tantôt à un entrepreneur général, tantôt à un architecte. Le nombre d'entrepreneurs employés et leurs fonctions ont varié selon les cas. Les matériaux de construction ont généralement été fournis par les entrepreneurs. Trois types principaux de contrats ont été utilisés : prix fixe non révisable; prix de revient plus honoraires; prix fixe révisable.

Recommandation 6 : Les contrats à prix fixe non révisable ne devraient être utilisés que pour les travaux dont la durée ne dépasse pas un an. Les contrats à prix fixe révisable sont généralement préférables aux contrats à prix de revient plus honoraires (par. 37 et 38).

77. Les clauses d'un contrat devraient être élaborées en fonction des circonstances et des critères proposés dans le présent rapport. Pour plus de clarté et pour garantir que les intérêts des organisations soient protégés, il serait préférable d'utiliser les normes reconnues sur le plan international, ou les normes nationales dans la mesure où elles sont suffisamment élaborées.

Recommandation 7 : Pour réduire les interprétations divergentes et les conflits et protéger les intérêts de l'organisation, les contrats devraient utiliser les clauses figurant dans une publication qui fait autorité : "Conditions des contrats (internationaux) pour les travaux du génie civil" (par. 39 et 40).

78. Les organisations n'ont pas toujours fait usage de cautions adéquates pour se protéger contre l'inexécution des obligations d'un entrepreneur. Les cautions de soumission, les cautions de paiement anticipé, les cautions de bonne fin, les retenues de garantie, etc., peuvent constituer des moyens de protection très utiles.

Recommandation 8 : Dans la mesure du possible, l'organisation devrait se protéger contre l'inexécution des obligations d'un entrepreneur en utilisant les cautions appropriées (par. 41 et 42).

#### C. Pratiques à suivre pour les soumissions

79. Deux méthodes ont été utilisées : avec ou sans présélection. Les critères de sélection ont été variables et le coût n'a pas été le seul facteur déterminant. D'autres facteurs moins évidents ont leur importance pour la qualité des travaux et leur achèvement dans les délais prévus. Pour la phase 1 du projet ONU New York, il n'y a pas eu de véritable mise en concurrence. A New York plus particulièrement, il conviendrait de veiller davantage à ce qu'un nombre suffisant d'entrepreneurs participe aux soumissions et à ce que l'organisation dispose des compétences techniques nécessaires au tri des soumissions et des soumissionnaires.

Recommandation 9 : Il devait être systématiquement fait appel à la concurrence en matière de soumission d'offres, autant que possible sur une base internationale, et l'organisation devait disposer des compétences techniques nécessaires pour évaluer les soumissions et les soumissionnaires, ainsi qu'il est proposé dans la recommandation 3 (par. 43 à 52).

#### D. Rôle des organismes intergouvernementaux

80. Les organes délibérants comme les chefs de secrétariat assument certaines responsabilités pour les projets de construction.

Recommandation 10 : L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies pourrait charger expressément le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, dans le cadre de son mandat, d'accorder une attention particulière à tous les projets de construction, qu'il s'agisse de nouveaux bâtiments ou de transformations importantes, et de présenter un rapport sur ces projets dans les meilleurs délais à la Cinquième Commission (par. 53 à 57).

E. Coûts des travaux de construction

81. Les dépassements ont été fréquents et importants, ce qui n'est pas normal pour la construction de bâtiments. Lorsque les coûts estimatifs se situent très en dessous des coûts réels, les organes délibérants peuvent être tentés d'approuver des projets auxquels ils n'auraient pas donné leur aval s'ils avaient connu le coût réel.

82. Les dépassements sont dus notamment à des délais plus longs que prévu pour l'exécution de différentes phases des projets, à des évaluations incorrectes des incidences de l'inflation, à des modifications des spécifications de construction, à des erreurs dans les estimations initiales et à des fluctuations de change.

Recommandation 11 : Il conviendrait d'accorder plus d'attention à la préparation de devis exacts et d'utiliser à cette fin les méthodes proposées dans la recommandation 3 (par. 58 à 67)."

**ANNEXE III**

**DONNEES PRELIMINAIRES CONCERNANT LES BESOINS EN MATIERE  
DES SERVICES ET INSTALLATIONS DE CONFERENCE ET DE LOCAUX A USAGE DE BUREAUX  
DU SIEGE DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE A ADDIS-ABEBA**

RESUME

ESTIMATION DES BESOINS NETS EN MATIERE DE SURFACE  
UTILE (LOCAUX A USAGE DE BUREAUX, AIRES A USAGE SPECIAL ET AIRES  
DE SERVICES ET INSTALLATIONS DE CONFERENCE) EN 1977

	(m <sup>2</sup> )
A. Nouveaux services et installations de conférence	4,708
B. Besoins en matière de locaux à usage de bureaux dans l'ancien bâtiment	189
C. Besoins en matière de locaux à usage de bureaux dans le nouveau bâtiment	1,130
D. Locaux à usage de bureaux ne répondant pas aux normes et aires à usage spécial	2,473
E. Locaux à usage de bureaux, services et installations supplémentaires	1,860
Total	<u>9,982*</u> (1982)
F. Estimation des besoins en matière de surface utile supplémentaire à usage de bureaux d'ici à 1997	7,461
G. Estimation des besoins en matière de surface utile supplémentaire à usage spécial d'ici à 1997	<u>1,000</u>
Estimation de la surface totale requise	<u>18,443</u>

---

\* Ce chiffre ne tient pas compte des salles de conférences.

RESUME

ESTIMATION DES BESOINS NETS EN MATIERE DE SURFACE  
UTILE (LOCAUX A USAGE DE BUREAUX, AIRES A USAGE SPECIAL ET AIRES  
DE SERVICES ET INSTALLATIONS DE CONFERENCE) EN 1977

	(m <sup>2</sup> )
A. Nouveaux services et installations de conférence	4,708
B. Besoins en matière de locaux à usage de bureaux dans l'ancien bâtiment	189
C. Besoins en matière de locaux à usage de bureaux dans le nouveau bâtiment	1,130
D. Locaux à usage de bureaux ne répondant pas aux normes et aires à usage spécial	2,473
E. Locaux à usage de bureaux, services et installations supplémentaires	1,860
Total	<u>9,982*</u> (1982)
F. Estimation des besoins en matière de surface utile supplémentaire à usage de bureaux d'ici à 1997	7,461
G. Estimation des besoins en matière de surface utile supplémentaire à usage spécial d'ici à 1997	<u>1,000</u>
Estimation de la surface totale requise	<u>18,443</u>

---

\* Ce chiffre ne tient pas compte des salles de conférences.

## I. SERVICES ET INSTALLATIONS DE CONFERENCE EXISTANTS

### 1. Salle des séances plénières

La disposition du siège de la salle des séances plénières est la suivante :

	<u>Nombre de sièges</u>
Représentants (première rangée)	108
Représentants (deuxième rangée)	144
Observateurs	38
Président, Secrétaire, etc.	7
Corps diplomatique	107
Presse, public et fonctionnaires gouvernementaux	<u>223</u>
Total (maximum)	627

### 2. Salles de réunion

Salle no. 1	32
Salle nos. 2 et 3	44
Salle nos. 4 et 5	44
Salle no. 6	32

### 3. Bureaux à l'usage des représentants

Salle no. 10	12
Salle no. 13	12

A l'exception d'un local (36 m<sup>2</sup>) à l'usage de la distribution des documents et d'un petit bar (une trentaine de sièges) il n'y a pas d'autres services et installations d'appui à l'intérieur ou à proximité de l'aire de conférence.



## II. SERVICES ET INSTALLATIONS D'APPUI EXISTANTS

<u>Description</u>	<u>Surface existante</u>
Central dactylographique (trois langues)	165 m2 - trop encombré; ne peut accueillir du personnel supplémentaire
Correcteurs d'épreuves	2 bureaux (18 m2) - 9 m2/personne
Traducteurs et réviseurs	10 bureaux (12 m2) - 6 m2/personne en-deçà des normes minimales
Groupe du contrôle des documents	1 bureau (18 m2) - trop encombré pour deux fonctionnaires et des documents
Groupe des références	50 m2 - suffit pour l'instant
Centre de distribution des documents (assume également l'emballage)	100 m2 - extrêmement encombré; doit être installé d'urgence ailleurs
Groupe de la reproduction des documents	400 m2 - extrêmement encombré. Ne dispose pas de place pour installer du matériel supplémentaire
Laboratoire photographique	160 m2 - extrêmement encombré. Pas de possibilité d'agrandissement
Entreposage des documents	200 m2 - les documents sont entrepris au sous-sol de l'ancien bâtiment qui n'est ni climatisé ni ventilé. Il est nécessaire de les transférer ailleurs mais il n'y a aucune surface utile disponible.

	<u>Superficie</u>
g) 1 bureau pour les services de sécurité	18 m2
h) 1 salle de dactylographie	60 m2
i) 1 bar des délégués	<u>250 m2</u>
Total	2,728 m2

## 2. Agrandissement des services et installations existants

En outre, pour pouvoir répondre à la demande actuelle et future, il convient d'agrandir ou d'ajouter les services et installations ci-après :

### Documents et publications

	<u>Espace utile supplé- mentaire (m2)</u>
a) Groupe de la reproduction des documents (machines supplémentaires)	600
b) Entreposage des documents et des publications	600
c) Fournitures et entreposage	400
d) Laboratoire photographique	50
e) Centre de distribution des documents	150
f) Bureaux	30
g) Groupe du contrôle des documents	30
h) Vestiaire, toilettes et salle de douche	<u>120</u>
Total	1,980

### Etat des services et installations de conférence nécessaires

	<u>Surface utile (m2)</u>
1. Centre de conférence (surface à déterminer)	-
2. Nouveaux services et installations d'appui	2728
3. Agrandissement des services et instal- lations existants	<u>1980</u>
Total requis	4708

#### IV. NOUVEAUX SERVICES ET INSTALLATIONS DE CONFERENCE NECESSAIRES

##### Nouveau centre de conférence

Il ressort des données ci-dessus que lorsque les services et installations de conférence ont été offerts à l'Organisation des Nations Unies par le Gouvernement éthiopien, il n'y avait que 27 Etats Membres africains de l'ONU. Entre temps, non seulement le nombre d'Etats membres a atteint 50 mais le nombre d'institutions spécialisées des Nations Unies et d'Etats observateurs a également augmenté. Ainsi, en 20 ans (1961-1981) le nombre total de participants aux grandes réunions est passé d'environ 80 à 340. Il a également été constaté qu'à plusieurs occasions, lorsque d'importantes réunions se tenaient, la salle était comble. Etant donné le nombre croissant d'Etats membres et d'organisations internationales, intergouvernementales et régionales ainsi que du taux d'accroissement rapide de leurs activités qui se traduit, en particulier par un nombre accru de réunions chaque année, il semble qu'il soit inévitable de construire un centre de conférence plus grand pour répondre aux besoins des 20 prochaines années.

##### Services et installations d'appui supplémentaires

###### 1. Nouveaux services et installations

Le centre de conférence existant manque non seulement de plusieurs services et installations d'appui, il ne dispose pas non plus d'autres salles de conférence pouvant accueillir des réunions plus petites. Il s'ensuit qu'à plusieurs reprises des réunions ont dû être reportées à une autre date à laquelle les salles de conférence étaient disponibles. Pour remédier à cette situation, il convient de construire des salles de réunion de dimension moyenne supplémentaires. On trouvera ci-après une énumération des services et installations supplémentaires nécessaires.

	<u>Superficie</u>
a) Une grande salle de conférence (capacité : 1 x 350)	500 m2
b) 2 grandes salles de conférence (capacité : 2 x 250)	700 m2
c) 4 salles de réunion (capacité : 80 à 1000)	560 m2
d) 10 bureaux de diverses dimensions à l'intention des délégations, hautes personnalités, etc.	180 m2
e) Aire réservée à la presse et aux communications (voir résolution 35/201 de l'Assemblée générale, en date du 16 décembre 1980)	400 m2
f) 3 pièces pour soins médicaux d'urgence	60 m2

### III. COMPARAISON DES UTILISATIONS FAITES DES SALLES DE CONFERENCE ENTRE 1961 ET 1981

<u>1961*</u>	<u>1981</u>
27 Etats Membres africains de l'ONU	50 chefs d'Etat 15 institutions spécialisées des Nations Unies  Secrétariat et 50 Etats membres de l'OUA  Trois mouvements de libération (SWAPO, PAC, ANC)
<u>Délégations/représentation</u>	
27 chefs de délégation	50 chefs de délégation
2 conseillers par chef de délégation	6 conseillers par chef de délégation 30 observateurs d'organismes des Nations Unies 4 observateurs de l'OUA 6 observateurs de mouvements de libé- ration

#### Réunions de la CEA

En 1961 quatre réunions ont eu lieu à la Maison de l'Afrique, le nombre total de participants par réunion étant en moyenne de 81. En 1981 environ 36 réunions ont été organisées par la seule CEA à la Maison de l'Afrique. Le nombre moyen de participants par réunion était d'environ 340.

#### Réunions de l'OUA

En 1981, l'OUA a tenu trois grandes réunions à la Maison de l'Afrique : la session du Conseil des ministres, la réunion des ministres du travail et celle des ministres de la défense. A chacune de ces réunions ont participé cinq conseillers par chef de délégation et environ six observateurs de mouvements de libération, ce qui fait un total d'environ 300 participants.

#### Réunions d'organismes gouvernementaux éthiopiens et d'autres organisations internationales

Des données sont en train d'être recueillies.

---

\* Aucune donnée sur les institutions spécialisées, l'OUA, les mouvements de libération et un certain nombre d'autres observateurs n'est disponible.

V. LOCAUX A USAGE DE BUREAUX ET AIRES A USAGE P  
SPECIAL EN 1982

Surface utile aux fins de bureaux dans l'ancien bâtiment  
de la Maison de l'Afrique

Etage	Occupant	Surface utile (m2)	Aires à usage spécial et aires de services (m2)
7	PNUD	570	109
6	BIT	640	97
5	BIT	640	122
4	FISE ) UNESCO )		
	CEA - Programme de formation de traducteurs	627	96
	CEA - Groupe de la gestion des bâtiments		
3	CEA - Division du développement social	640	34
2	PNUD - Bureau de liaison CEA/OUA		
	CEA - Groupe de l'information		
	OMS - Bureau de liaison		
	Bureau de liaison du Gouvernement éthiopien	437	18
	CEA - Groupe de la cartographie		
	CEA - Division du développement social		
1	Salles de réunions		
Rez-de- chaussée			
	Bureaux ne répondant pas aux normes (ancien parking)		
Total		3554	476

Aires à usage spécial et aires de services dans  
l'ancien bâtiment de la Maison de l'Afrique

Etage	Description	Surface-plancher (m <sup>2</sup> )
7	Bibliothèque (PNUD)	25
	Enregistrement (PNUD)	44
	Salle de documentation (PNUD)	12
	Salle de reproduction (PNUD)	16
	Magasin (PNUD)	<u>12</u>
	Total	109
6	Enregistrement (BIT)	97
5	Bibliothèque (BIT)	97
	Reproduction (BIT)	<u>25</u>
	Total	122
4	Bibliothèque (FISE)	14
	Corridor - emplacement des secrétaires (FISE)	30
	Groupe de la gestion des bâtiments (CEA)	10
	Programme de formation des traducteurs (CEA)	<u>42</u>
	Total	96
3	Salle de références (Division du développement social)	34
2	Salle d'information (Groupe de la cartographie)	18
	Total général	<u>476 m<sup>2</sup></u>

VI. LOCAUX A USAGE DE BUREAUX NECESSAIRES DANS L'ANCIEN  
BATIMENT DE LA MAISON DE L'AFRIQUE

Les locaux à usage de bureaux dans l'ancien bâtiment de la Maison de l'Afrique sont construits en dur et la plupart des bureaux ont une superficie de 18 m2 chacun. La superficie des autres est d'environ 25 m2. Il s'ensuit que la plupart des fonctionnaires de la catégorie des administrateurs occupent de grands bureaux. Aux fins d'estimation nous utilisons 18 m2 par personne pour les fonctionnaires de la catégorie des administrateurs et 9 m2 par personne pour tous les agents des services généraux.

Espace utile requis pour les administrateurs :  $104 \times 18 = 1872 \text{ m}^2$

Espace utile requis pour les services généraux :  $113 \times 9 = 1017 \text{ m}^2$

Espace utile total requis pour tous les  
fonctionnaires dans l'ancien bâtiment = 2889 m2

VII. SURFACE UTILE DANS LE NOUVEAU BATIMENT  
DE LA MAISON DE L'AFRIQUE

Etage	Occupant	Surface utile (m2)	Aires à usage spécial et aires de services (m2)
9	Cabinet du Secrétaire exécutif	840	191
8	Division de la recherche et de la planification socio-économiques; Section des finances; Section du personnel; Groupe des transmissions	840	196
7	Division des ressources naturelles et des transports	840	66
6	Division mixte CEA/ONUDI de l'industrie; Groupe de l'environnement	840	215
5	Division de la statistique	840	215
4	Division mixte CEA/FAO de l'agriculture; Division de la population	840	143
3	Division de l'administration publique; Service des opérations et de la coordination de l'assistance technique; Section des services généraux	840	139
2	Division des questions commerciales et financières internationales	623	70
1	Section des services de conférence	560	187
Rez-de-chaussée	Clinique; PADIS	470	203
Total		<u>7533</u>	<u>1625</u>

Surface utile nette disponible actuellement dans  
le nouveau bâtiment :  $7533 - 1625 = 5\,908 \text{ m}^2$

VIII. AIRES A USAGE SPECIAL ET AIRES DE SERVICES DANS LE NOUVEAU  
BATIMENT DE LA MAISON DE L'AFRIQUE

Etage	Description	Surface-plancher m2
9	Salle de conférence du Secrétaire exécutif	48
	Bureau à l'intention des visiteurs de marque	18
	Salle d'attente	18
	Salle de conférence	88
	Salle de références (Service de la coopération économique)	19
	Total	191
8	Enregistrement (Section du personnel)	58
	Groupe des transmissions	59
	Salle de références	19
	Terminaux de l'ordinateur (sections du personnel et des finances, Division de la recherche et de la planification socio-économiques)	60
	Total	196
7	Salle de références (Division des ressources naturelles)	18
	Entreposage des documents (Décennie des transports et des communications)	26
	Salle de réunion	22
	Total	66
6	Salle de références (Division mixte CEA/ONU/DI de l'industrie)	53
	Salle de dessin	12
	Salle de références (Section de l'habitation)	54
	Archives	12
	Entreposage des documents (corridor)	72
	Salle de références (Groupe de l'environnement)	12
	Total	125
5	Salle de références (Division de la statistique)	65
	Salle de dessin	18
	Salle d'ordinateurs	72
	Terminal d'ordinateur	30
	Bureau de consultants (fournisseurs de données pour l'ordinateur)	12
	Archives	18
	Total	215



Etage	Description	Surface-plancher m2	
4	Salle de références (Division mixte CEA/FAO de l'agriculture)	61	
	Salle de références (Division de la population)	70	
	Salle de la machine à photocopier	12	
	Total		143
3	Salle de références (Division de l'administration publique)	45	
	Salle de références (Service des opérations et de la coordination de l'assistance technique)	40	
	Salle de la machine à photocopier	24	
	Salle d'exposition (Division de l'administration publique)	12	
	Bureau des stagiaires	18	
	Total		139
2	Salle de références (Division des questions commerciales et financières internationales)	58	
	Salle de la machine à photocopier	12	
	Total		70
1	Salle de références (Services de traduction)	73	
	Centre de distribution des documents	114	
	Total		187
Rez-de-chaussée	Laboratoire	40	
	Pharmacie	18	
	Salle des urgences	16	
	Salle E.C.G.	12	
	Vestiaire	5	
	Salle des ordinateurs	51	
	Salle de reproduction des documents	37	
	Laboratoire photographique	24	
	Total		203
	Total général		1625

IX. LOCAUX A USAGE DE BUREAUX ET AIRES A USAGE SPECIAL  
(PROJECTION DES BESOINS JUSQU'EN 1997)

Une comparaison des tableaux d'effectifs de la CEA au 1er novembre 1971 et au 31 octobre 1981 donne les résultats suivants :

<u>Effectifs</u>	<u>1971</u>	<u>1981</u>
Administrateurs	222	311
Agents des services généraux	<u>330</u>	<u>548</u>
Total	552	859

Pourcentage d'accroissement pour les administrateurs :  $\frac{89}{222} \times \frac{100}{10} = 3,9$  p. 100 par

Pourcentage d'accroissement pour les agents des services généraux :  $\frac{218}{330} \times \frac{100}{10} = 6,6$  p. 100 par

Les tableaux d'effectifs des organismes des Nations Unies n'étant pas disponibles, le même pourcentage sera appliqué pour ces organismes. Il y avait dans les organismes des Nations Unies 67 administrateurs et 76 agents des services généraux à la fin de 1981.

En supposant qu'au cours des 15 prochaines années le pourcentage moyen d'augmentation demeurera inchangé, l'augmentation totale des effectifs (CEA et organismes des Nations Unies) (gardes, nettoyeurs, jardiniers, plantons et porteurs non compris) sera la suivante :

Augmentation du nombre d'administrateurs :  $\frac{378 \times 3,9 \times 15}{100} = 221$

Augmentation du nombre d'agents des services généraux :  $\frac{501 \times 6,6 \times 15}{100} = 622$

Pour estimer la surface utile totale supplémentaire nécessaire d'ici à 1997, il est raisonnable d'utiliser comme normes 12 m2 pour les administrateurs et 9 m2 pour les agents des services généraux.

Par conséquent, la surface utile supplémentaire pour les administrateurs est estimée à :  $221 \times 12 = 2652$  m2

et la surface utile supplémentaire pour les agents des services généraux est estimée à :  $618 \times 9 = 5562$  m2

Total = 8214 m2

Il serait également raisonnable d'ajouter 1000 m2 au titre des aires supplémentaires à usage spécial nécessaires d'ici à 1997.

Estimation de l'augmentation totale: 9214 m2